

À Flins (78), les salariés de Renault ont supporté plusieurs semaines d'arrêt de la production depuis octobre 2008. Dans la vallée de Seine, de Mantes à Poissy, un emploi sur six est lié à l'automobile. Un secteur sévèrement frappé.

© DAVID SAUTER/JAGENCE VU

Budget régional et récession mondiale

# Investir pour combattre la crise

En quelques mois, la crise financière a balayé toutes les certitudes. En Île-de-France, le ralentissement économique est brutal. Le budget 2009 que le conseil régional vient d'adopter prend en compte cette nouvelle donne.

**PRIORITÉS BUDGÉTAIRES** ☉ Chaque mois de décembre, le vote du budget du conseil régional consacre l'heure des choix. Mais rarement l'exercice aura été plus attendu que cette année. Née aux États-Unis, la crise a pris une dimension mondiale. En quelques semaines, la tempête boursière a provoqué un brutal ralentissement économique,

y compris en Île-de-France. Récemment, dans le quotidien *Le Monde*, un professionnel donnait un exemple de la gravité de la situation dans l'immobilier commercial : « *Les volumes investis en 2008 en Île-de-France ne devraient pas dépasser 8 milliards d'euros, contre 21 milliards en 2007. On peut parler d'effondrement.* » À leur

tour, les activités touristiques enregistrent ce renversement de tendances. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, ce secteur « vit l'un des plus sévères revers de son histoire ». Destination phare, l'Île-de-France est à la peine : sur les neuf premiers mois de l'année 2008, le nombre de visiteurs étrangers a baissé de 1,5%, avec une chute spectaculaire de 15,7% du nombre de touristes américains. Sauf surprise, le premier semestre 2009 ne sera pas meilleur... Au fil des semaines, une évidence s'impose : c'est toute l'économie qui est frappée. Les entreprises doivent faire face à un assèchement



© ISABELLE ESPIR/AGENCE VII  
L'extension de la ligne 8 du métro à Créteil Sud est l'un des grands chantiers qui se poursuivra en 2009.

des crédits. Les ménages diffèrent prudemment les achats les plus lourds. L'industrie automobile en fait directement les frais. En novembre et en décembre derniers, les salariés de Renault-Flins connaissent plusieurs semaines d'arrêt de la production. En temps normal, 700 véhicules sortent chaque jour des chaînes de production. Fin 2008, les commandes n'excédaient pas les 200 véhicules par jour...

## Accélérer les investissements

Nécessité faisant loi, chacun se tourne vers l'État et les collectivités locales. L'intervention publique demeure une valeur sûre. Dès le mois d'octobre, la Région annonce la couleur : dans un contexte de quasi-récession, la politique régionale en faveur des investissements est plus que jamais maintenue. Confirmation quelques semaines plus tard, lors du vote du budget. Les investissements destinés aux transports en commun de voyageurs enregistrent à périmètre constant une progression de 19% en autorisations de programmes. En pleine crise immobilière, les moyens destinés au renouvellement urbain sont confortés, avec une augmentation de 22% des autorisations de programmes, et le budget que la Région consacre au logement atteint cette année 154 millions d'euros en crédits de paiement, essentiellement destinés à la relance de la production de logements sociaux locatifs. Du côté des lycées franciliens, plus de 60 chantiers vont se succéder courant 2009. Pas question non plus de déserrer le domaine de l'enseignement supérieur. 2009 verra donc la poursuite de l'effort de la Région en faveur de la Maison de l'Île-de-France à la Cité internationale universitaire de Paris, la construction des bibliothèques de Sénart (77) et de Malakoff (92), le bouclage de la construction de la bibliothèque universitaire des langues et civilisations, à Paris, la deuxième tranche de construction de l'institut de biologie à Évry... Parmi les autres projets qui vont sortir des cartons figurent notamment les équipements



© ISABELLE ESPIR/AGENCE VII  
Le secteur du BTP est confronté à une chute brutale des chantiers dans l'immobilier commercial.

**Dans un contexte de quasi-récession, l'intervention publique demeure une valeur sûre pour soutenir l'activité économique et l'emploi.**

sportifs de la base de plein air et de loisirs de Vaires-sur-Marne (77), le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines (78), les premiers travaux de l'autoroute ferroviaire de Brétigny (91), l'aménagement de la Francilienne dans l'Essonne entre l'A6 et la RD33, etc.

Si l'investissement est une arme décisive pour combattre la récession, la Région apporte aussi un soutien direct aux acteurs économiques, en plus des aides à la recherche. Pour les PME les plus en difficulté, un accompagnement des mutations économiques permettra de limiter l'impact des plans de restructuration sur l'emploi. La Région encourage également, grâce au « bouquet PM'UP », les entreprises les plus offensives à l'export. Cent-soixante-douze d'entre elles ont bénéficié de cette aide en 2008. Deux cents nouvelles sociétés vont les rejoindre dès 2009. Au total, ce sont près de 600 millions d'euros qui seront levés et injectés dans l'économie francilienne, notamment grâce à l'accord passé avec le fonds de garantie Oséo.

## Lutter contre le chômage

Dernier volet : le soutien aux personnes les plus exposées au ralentissement économique. Car c'est une constante : les premières victimes des crises restent les plus démunis, les salariés menacés dans leur emploi, les jeunes sans qualification. Plus que jamais, la formation doit jouer un rôle d'amortisseur pour sécuriser les parcours professionnels. Cette année, cette ambition va bénéficier de 575 millions d'euros en crédits de paiement et de 634 millions d'euros en autorisations d'engagements. Et alors que les chiffres du chômage se dégradent, le conseil régional débloque une enveloppe de 49 millions d'euros pour créer 1 000 nouveaux emplois-tremplin.

Cette mobilisation souligne la capacité qu'ont les collectivités locales à réagir et à s'adapter, même aux pires conditions. Le conseil régional dispose de marges de manœuvre. Avec une capacité de désendettement sur deux à trois ans, les ratios d'endettement de la Région se sont améliorés depuis 1998. Et l'agence Moody's vient de confirmer la notation AAA de la Région Île-de-France, soulignant au passage une gestion de la dette qui est « l'une des plus sophistiquées parmi les collectivités locales françaises ». ●

DOSSIER RÉALISÉ PAR PIERRE CHAPDELAINÉ

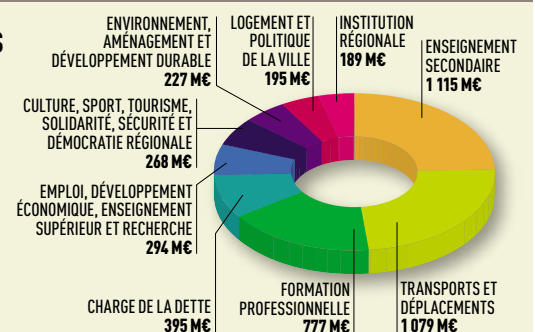
### LES CLÉS DU BUDGET 2009

## Un montant de 4,5 milliards d'euros

En 2009, le budget de la Région, en crédits de paiement, atteint 4,539 milliards d'euros. Les dépenses en fonctionnement s'élèvent à 2,581 milliards d'euros et celles en investissements à 1,958 milliard d'euros.

Les recettes (fiscalité régionale, dotations de l'État et recettes diverses) sont évaluées à 3,779 milliards d'euros, sans augmentation de la fiscalité. L'enveloppe consacrée à l'emprunt atteint 760 millions d'euros.

### LES DÉPENSES PAR GRANDS SECTEURS



## REPORTAGE La Région relance l'investissement Quels chantiers !

Propriétaire des lycées, responsable des transports franciliens, la Région amplifie son programme de travaux pour 2009. Une aubaine pour les entreprises du bâtiment en mal de commandes.

**TRAVAUX** ☉ En ces temps de crise, les bonnes nouvelles sont trop rares pour passer inaperçues... Alors que de nombreux chantiers sont différés, la Région va multiplier, au cours des prochains mois, les travaux de construction, d'aménagement et de rénovation. L'embellie se confirme pour les lycées franciliens. En 2009, les crédits de paiement vont franchir, pour la première fois, la barre des 600 millions d'euros, avec plus de 60 chantiers. Les opérations de construction de deux lycées seront engagées, dont le lycée international de l'Est parisien. Ce ballon d'oxygène sera autant économique qu'écologique, avec la mise en œuvre de chantiers propres, le recours aux énergies alternatives et un objectif d'auto-suffisance énergétique.

### Tramways, lignes de métro et gares

Les chantiers vont aussi se multiplier du côté des infrastructures de transport. Au total, l'ensemble des financements que la Région consacre aux transports en commun de voyageurs s'élèvera à 657 millions d'euros en autorisations de programme.

C'est une progression de 19% par rapport à 2008. Ainsi, 16 projets inscrits dans le cadre du contrat de projets signé avec l'État entreront dans une phase opérationnelle. La première étape de la liaison en site propre entre Sénart (77) et Évry (91) sera engagée, tout comme les travaux pour le tramway sur pneus entre Châtillon (92) et Viroflay (78). La première phase de la tangentielle nord entre Épinay et Le Bourget (93) devrait avancer de façon significative. La ligne 8 du métro sera prolongée jusqu'à Créteil Sud (94). Et trois pôles intermodaux sont au programme : Noisy-le-Grand, Choisy-le-Roi (93) et Versailles-Chantiers (78).

Cette politique d'investissement apportera un soutien aux entreprises de la construction confrontées au brutal ralentissement économique. Ainsi, selon la Fédération française du bâtiment (FFB), en Île-de-France, « à la fin 2008, les mises en chantier de logements neufs ne devraient pas dépasser le nombre de 40000, soit une baisse de 5% par rapport à l'année 2007 ». L'an dernier, le secteur avait déjà souffert des élections locales qui sont des périodes peu propices à l'engagement de chantiers importants... Dans ce contexte, l'engagement de la Région peut limiter la casse. Même si la FFB ne cache pas, en termes choisis, sa crainte : « Pour 2009, les probabilités d'avoir une année positive sont plutôt réduites. » ●

PIERRE CHAPDELAIN



© ISABELLE ESPRANCIENCE VU

Le lycée de Charenton fait partie des 60 établissements de la région qui connaîtront des travaux lourds de construction et de rénovation cette année.

### REPÈRES

**73%**

de l'investissement public en France sont réalisés par les collectivités locales, communes, intercommunalités, départements et régions.

**4,539** milliards d'euros :

c'est le montant du budget 2009 de la Région en crédits de paiement, soit une progression de 4,2% par rapport à 2008.

**1,163** milliard d'euros :

c'est le montant des dotations que l'État versera à la Région en 2009. En réalité, l'enveloppe consacrée à ces aides pour permettre à la Région d'assumer les compétences transférées par les lois de décentralisation augmente moins vite que l'inflation...

**11,6%**

, c'est la hausse qu'enregistrent cette année les crédits régionaux pour soutenir les projets d'intérêt régional, lutter contre les inégalités territoriales et développer les nouveaux quartiers urbains. C'est la traduction du nouveau schéma directeur de la région Île-de-France.

**720** millions d'euros, c'est

ce que consacrera le conseil régional en 2009 aux actions fixées dans le contrat de projets 2007-2013 signé avec l'État. Il assume ainsi l'intégralité de ses engagements.

**18** milliards pour les

transports, c'est ce que veut mobiliser la Région d'ici à 2020. L'année 2009 est la première année de ce plan de mobilisation.

### SAVOIR +

Plus d'informations concernant le budget voté par les conseillers régionaux sur le site [www.ile-de-france.fr](http://www.ile-de-france.fr)

### POINT DE VUE

## « Face à la crise, nous répondons présents »



© BERTRAND ESPRANCIENCE VU

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE** | 1<sup>RE</sup> VICE-PRÉSIDENTE, CHARGÉE DES FINANCES, DU CONTRAT DE PLAN ET DES CONTRATS PARTICULIERS AVEC LES DÉPARTEMENTS

➔ **RELANCE** La crise aurait pu nous conduire à une attitude frileuse. Nous avons fait le choix inverse en faisant de la Région un acteur de la relance économique et sociale, en accélérant nos investissements et en maintenant notre soutien aux réseaux de terrain. Face aux difficultés que connaissent les PME, nous soutenons leurs capacités à investir au travers du fonds de garantie Oseo Île-de-France et nous leur proposons des aides pratiques au développement. De plus, il est essentiel de rester aux côtés des acteurs sociaux, culturels, sportifs et associatifs. Nous répondons présents !

➔ **DOTATIONS** Les dotations que l'État verse à la Région évoluent de manière négative. Aujourd'hui, face à la crise, l'État est en retrait. On le voit sur les engagements pris dans le contrat de projets qui finance les opérations lourdes sur les prochaines années. On le voit avec la décentralisation, quand l'État ne donne pas aux collectivités locales la totalité des moyens nécessaires. La Région Île-de-France entend, elle, être un partenaire fiable. Nous ne nous retrancherons pas derrière la crise, nous remplirons nos engagements et tiendrons notre parole.

➔ **EMPRUNT** Contrairement à l'État, nous ne pouvons pas laisser filer les déficits, mais devons être en équilibre budgétaire parfait. Pour nous permettre d'accompagner la relance et d'augmenter notre effort en matière d'investissement, le recours à l'emprunt augmentera faiblement. Si nous le faisons, c'est que la situation financière de la Région est très saine. Les agences de notation le confirment. Nous n'avons aucun prêt dit toxique. C'est le résultat d'une grande vigilance de notre part.